

EVALUATION DE TERMINALES ES/L du jeudi 13 novembre : 3 heures.

Vous rédigerez :

- Une épreuve longue : une composition d'Histoire

Vous choisissez un des deux sujets

Sujet 1 : Les Mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France depuis 1945, un devoir de mémoire ?

Ou

Sujet 2 : Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne de 1875 à 1933

- Une épreuve courte : un croquis de Géographie

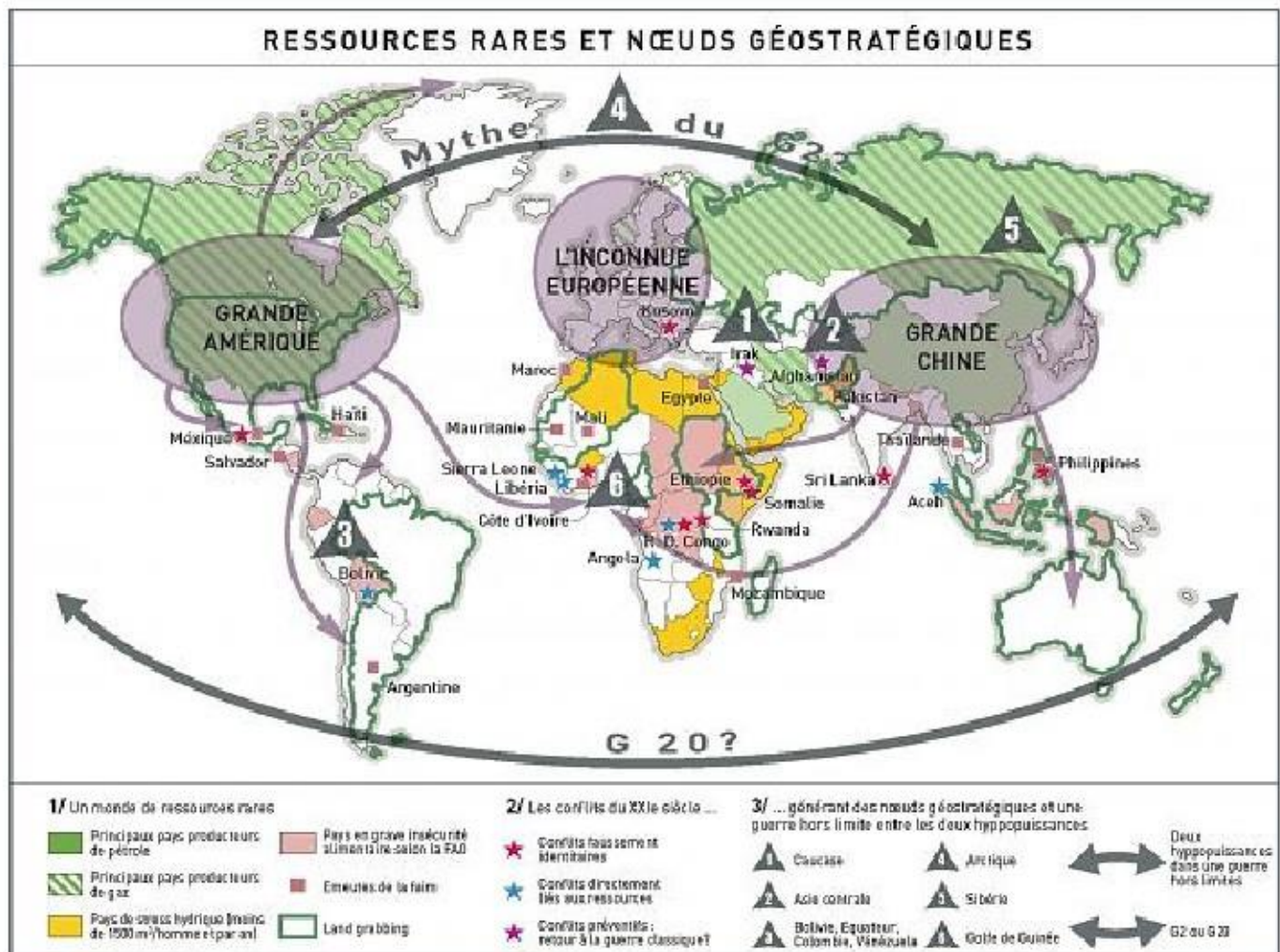
EPREUVE COURTE : GEOGRAPHIE

Sujet : Une étude critique de documents :

Réalisez une analyse de documents qui réponde à la question posée

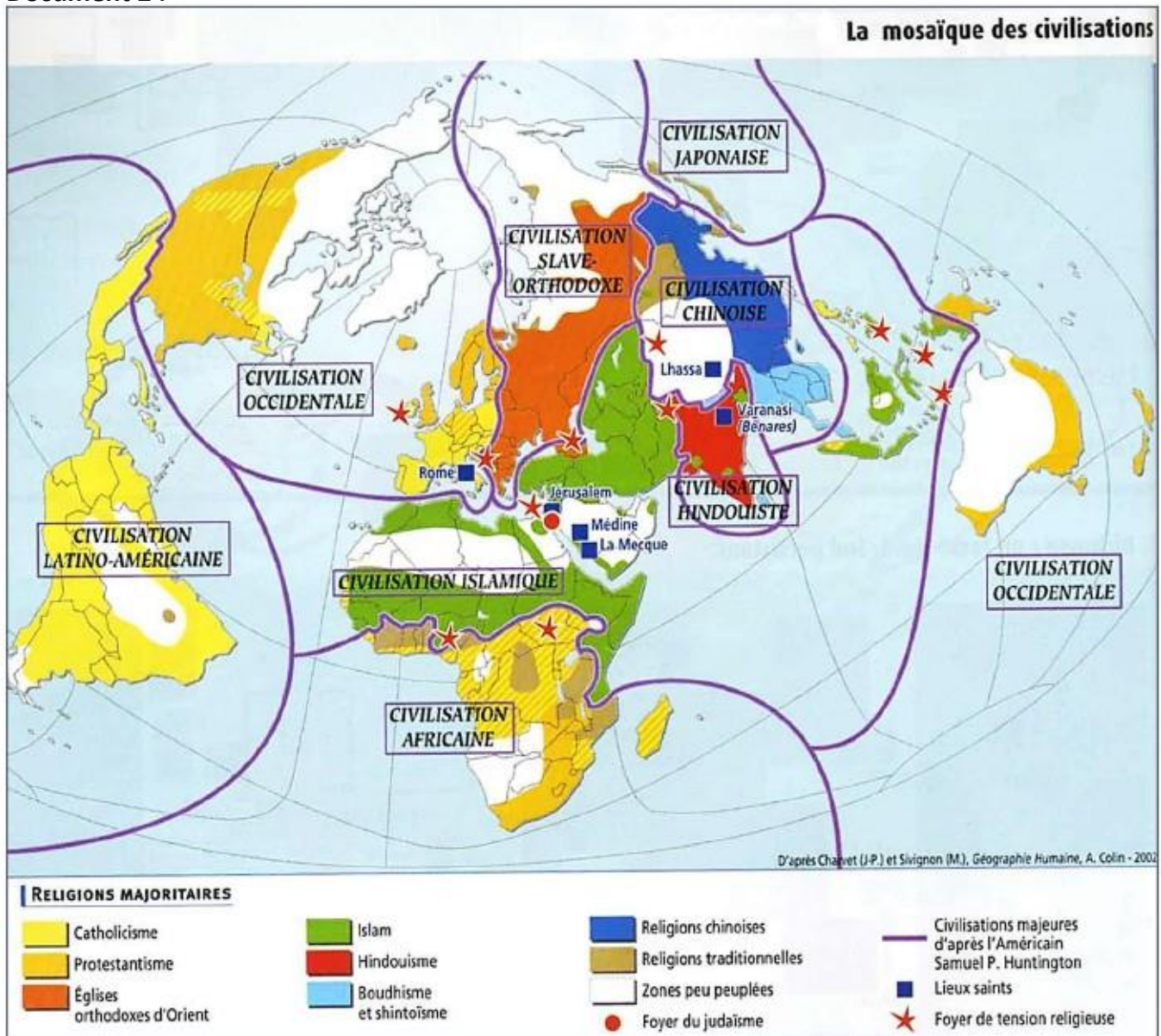
Après avoir analysé les deux documents, montrez comment les différentes clés de lecture proposées montrent la complexité du monde et quelles en sont les limites ?

Document 1



<http://espacepolitique.revues.org/1796>

Document 2 :



Consignes pour progresser:

- lire attentivement le sujet et isolé les mots clés
- utiliser une carte heuristique pour comprendre le sujet afin d'éviter le hors-sujet
- faire des phrases courtes et soigner l'expression
- relire le sujet
- ne pas réciter le cours mais répondre au sujet.
- ne pas partir sur une idée du sujet mais de celui qui est posé: on ne traite pas le sujet rêvé mais celui qui est là, donc modestement on l'analyse avant de commencer.
- ne pas choisir par goût un sujet mais définir le thème que l'on maîtrise le mieux en terme de connaissances.
- respecter la chronologie en Histoire et les échelles en Géographie
- ne jamais utiliser le futur dans un devoir d'histoire et éviter le "je" et les "nous"

Le but de l'épreuve est de voir votre capacité à comprendre, à éclairer une situation ou un évènement par des connaissances précises, à trouver la question centrale d'un sujet et à argumenter une réponse à cette question centrale. Tout cela doit être maîtrisé, organisé, logique et écrit dans une langue compréhensible et nuancé pour montrer votre capacité à l'esprit critique

Les mémoires :

Souvenirs pour ne pas oublier
horreur de la guerre pour ne pas recommencer

Diverses : Shoah, résistance, régime de Vichy, combats, des hommes fondés sur Archives, témoignages, idéologies politiques (gaulliste, communiste, collaborateurs.....

De la Seconde Guerre Mondiale : période de 1939 à 1945

Alliances : pacte germano soviétique
Situation de la 3ème République
Régime de Vichy
Collaboration
France Libre et rôle de De Gaulle et de J.Moulin
Libération
Combats, choix économique
GPRF

En France

France vaincue, démembrée avec France libre/occupation
France et ses colonies : rôle de celle-ci dans la libération
Rôle de la France dans la victoire
intégrité

Sujet 1 A: Les Mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France depuis 1945, un devoir de mémoire ?

Depuis 1945

Contexte fin de guerre et rétablissement de la République, guerre froide, décolonisation, fin de la guerre froide

Grandes périodes pour les mémoires :

Les mémoires immédiates. (1945-années 1960).
Les différentes mémoires. (années 1960 - année 1990).
Les enjeux mémoriels. (années 1990 à nos jours)

Problématique : Pourquoi l'apparition du « devoir de mémoire » concernant toutes les mémoires de la Seconde Guerre mondiale est-elle aussi tardive en France ?

- Un devoir de silence et d'oubli officialisé par l'Etat jusqu'à la fin des années 1960
- La marche vers le « devoir de mémoires » depuis le début des années 1970

Un devoir de mémoire ?

Définir devoir de mémoire

Buts de ce devoir et ses limites

Rôle des historiens et des témoins dans la mémoire ou les mémoires

Le **devoir de mémoire** désigne un devoir moral attribué à des États d'entretenir le souvenir des souffrances subies dans le passé par certaines catégories de la population, surtout s'ils en portent la responsabilité (en tant qu'États, non en tant que nations ou que régimes politiques, car c'est après un changement de régime que le devoir de mémoire, et d'éventuelles réparations, deviennent possibles)

La mémoire est un lien affectif avec le passé, susceptible d'évoluer ou d'être manipulée. Cette mémoire fréquemment personnalisée, ne peut être collective que lorsque celle-ci est représentative d'une communauté telle que juive, résistante ou autre qui, bien souvent, mettent en doute la mémoire nationale institutionnelle telle que nous la connaissons, véhiculée par l'enseignement (souvent incomplet) et les commémorations officielles. Aujourd'hui, les historiens " étudient " la mémoire. Ils définissent cela en tant qu'évolution des pratiques sociales différentes ayant pour objet la représentation du passé et de l'entretien de son souvenir. Ils doivent pour cela analyser les usages qui en sont faits, ce qu'ils concluent généralement par différentes sortes de mémoire. Pour une compréhension plus correcte et complète du sujet nous avons pris appui sur des extraits de l'ouvrage de Paul Ricoeur.

Voix : http://www.cndp.fr/crdpreims/memoire/enseigner/memoire_histoire/05historiens1.htm
http://www.memorialdelashoah.org/upload/minisites/voyages/f-m-s/medias/05_cr_03_bran/memoirehistoire.htm#def

On peut aussi choisir un autre plan et une autre problématique

Comment l'évolution des Mémoires amène-t-elle à la mise en place du devoir de mémoire?

Face à cette nouvelle question trois idées peuvent être développées:

- une mémoire officielle s'impose qui fixe les contours du devoir de ne pas oublier le conflit mais de ne pas permettre la division des mémoires : années 45 aux années 60: résistancialisme, silence pour le génocide, oublié du régime de Vichy
- la découverte des archives et des points de vue des historiens met à mal cette mémoire officielle et interroge ce devoir mémoriel de diverses manières: un regard nouveau avec Paxton, multiplicité des mémoires, grands procès et commémoration
- le devoir de mémoire devient un concept de l'histoire française et s'impose à la communauté nationale: politique mémorielle (musées, commémorations symboliques, mise en avant des témoins, politique éducative, législation, reconnaissance de la responsabilité de l'Etat)

CORRIGE – SUJET 5 LES MEMOIRES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN FRANCE DEPUIS •1945, UN DEVOIR DE MEMOIRE ? Une proposition Lycée

Louis Payen : ac-réunion

INTRODUCTION

[Accroche] En 1945, lorsque la Seconde Guerre mondiale prend fin, les forces de la résistance – gaulliste et communiste – accèdent au

[Définition] Ces mémoires sont plurielles, en fonction de ce que les groupes sociaux ont vécu pendant le conflit : mémoire des résistants, mémoires des juifs, mémoires des collaborateurs/collaborationnistes...

La mémoire désigne un processus par lequel un individu ou un groupe d'individus se souvient du passé (et ce souvenir est forcément subjectif et sélectif) et entretient ce souvenir dans le présent. La notion de « devoir de mémoire » désigne le devoir moral que se font certains Etats – dont la France – s'entretenir le souvenir de souffrances subies par certaines populations et d'en porter la responsabilité.

[Problématique] Pourquoi l'apparition du « devoir de mémoire » concernant toutes les mémoires de la Seconde Guerre mondiale est-elle aussi tardive en France ?

[Plan] Après avoir montré que l'Etat cherche à faire oublier le souvenir de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1960, on analysera le lent processus qui a mené au « devoir de mémoires » en rapport avec la Seconde Guerre mondiale à partir du début des années 1970.

ARGUMENTATION

I. Un devoir de silence et d'oubli officialisé par l'Etat jusqu'à la fin des années 1960

A. Le triomphe du mythe résistancialisme

- Le GPRF – qui prend la direction politique de la France à l'été 1944 – est quasi-intégralement composé d'hommes issus des forces de la résistance. Il succède au régime de Vichy et c'est cette génération d'hommes qu'on retrouve au pouvoir sous la IVème et au début de la Vème République.
- Ils disposent donc du pouvoir, des moyens de s'exprimer dans les médias. C'est ainsi qu'au procès de Nuremberg, Marie-Claude Vaillant-Couturier (résistante et épouse du rédacteur en chef du journal communiste *L'Humanité*) témoigne alors qu'aucun rescapé juif n'est convié à la barre. Il est vrai qu'ils représentent l'essentiel des déportés vers les camps de concentration (pour des faits de résistance ou pour des motifs politiques) et 40 000 rescapés reviennent en France.
- Le résistancialisme désigne, selon Henry Rousso, le mythe forgé par les communistes et les gaullistes à la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon lequel tous les Français auraient résisté face à l'occupation et à la collaboration. L'apogée du résistancialisme s'incarne en décembre 1964, lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, où André Malraux, ministre de la Culture du général de Gaulle, prononce un éloge funèbre patriotique, destiné à souder la nation.

B. Une volonté d'étouffer la mémoire vichyste

- Avant même la chute du régime de Vichy, De Gaulle – en tant que chef du GPRF – promulgue l'ordonnance du 9 août 1944 stipulant que « la forme du gouvernement de la France est et a toujours été la République » : cet acte officiel et légal revient à dire que Vichy n'a jamais existé et que la République n'a jamais cessé d'exister (ce qui est historiquement faux).

- L'effondrement du régime de Vichy, en août 1944, discrédite une grande partie de la droite française qui l'avait soutenu (les sénateurs et députés de droite avaient tous voté les pleins-pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940). Après-guerre, **une phase d'épuration illégale – qui dure quelques mois – revient à « liquider » les collabos (ou supposés)**. Puis, dès le **début de l'année 1945, des procès sont organisés**, dans le respect du droit : **Pétain ou Laval sont jugés puis condamnés à mort** (Laval est effectivement exécuté ; Pétain voit sa peine commuée par de Gaulle en réclusion criminelle à perpétuité). Il s'agit donc de tourner la page **avec les « années noires » (Henry Rouso)**.

C. Le silence des rescapés juifs du génocide

- En **1945, seuls 2500 rescapés juifs français rentrent des camps d'extermination**. Ils sont pour l'essentiel jeunes, orphelins, traumatisés : ils ne cherchent pas forcément à témoigner en public, à la différence des déportés politiques (gaullistes et communistes) mais essaient de reconstruire leur vie. Il s'agit pour la communauté juive de se fondre dans la masse et de reprendre une vie normale.
- D'ailleurs, dès l'immédiat après-guerre, **la spécificité du génocide juif n'est pas comprise : une confusion règne entre camps de concentration et camps d'extermination ; on ne distingue pas les catégories de déportés...** Le film de Jean Cayrol et Alain Resnais, sorti en **1955, *Nuit et brouillard***, entretient largement ces confusions (de façon involontaire).

II. La marche vers le « devoir de mémoires » depuis le début des années 1970

A. Un nouveau regard porté sur les « années noires »

- Un nouveau contexte apparaît au début des années 1970 : **de Gaulle a quitté le pouvoir en 1969** et meurt en 1970 ; le **parti communiste (qui s'appelait lui-même de façon exagérée le « parti des 75 000 fusillés »)** commence à perdre de l'influence. Les porteurs du résistancialisme s'essouffent donc. De plus, le **président Pompidou considère qu'il faut « jeter le voile »** : en 1972, il gracie Touvier (chef de la milice de Lyon), qui avait été condamné à mort par contumace en 1946.
- De plus, des historiens **commencent à travailler sur cette période**. En **1973, l'américain Robert Paxton publie *La France de Vichy***, ouvrage dans lequel il démontre – grâce à des archives américaines et allemandes – que **la théorie du bouclier ne tient pas** (la mémoire vichyste et certains historiens affirmaient que Pétain avait, grâce à la collaboration, atténué le malheur de la France en devançant les demandes nazies). Or, Paxton montre que l'Allemagne nazie n'avait pas l'intention de demander à la France de collaborer ni même de lui imposer le « **Statut des juifs** ».

B. Les grands procès Faurisson, Barbie, Touvier, Papon

- Dans les années 1980 et 1990, quatre grands procès médiatiques sont organisés :
 - **Faurisson, professeur à l'Université de Lyon, publie en 1979 dans *Le Monde* un article négationniste : en 1991, il est condamné pour dénonciation de crime contre l'humanité ;**
 - **Barbie, chef de la Gestapo à Lyon, réfugié en Bolivie après-guerre**. Mais il est identifié et reconnu par un journaliste français et est finalement extradé en **France en 1987 : il est jugé et condamné à perpétuité** pour crimes contre l'humanité et meurt en prison en 1991 ;
 - **Touvier, chef de la milice de Lyon, est en cavale depuis 1945**. Il est **arrêté, jugé et condamné à perpétuité pour crimes contre l'humanité en 1994**. Il meurt en prison en 1996 ;

- **Papon a organisé la déportation en Gironde entre 1942 et 1945.** Après-guerre, il mène une brillante carrière administrative et politique. En 1981, *Le Canard enchaîné* révèle son passé. **En 1997, il est jugé, déclaré coupable de crimes contre l'humanité et condamné à 10 ans de prison.** Il est libéré en 2002 pour raisons de santé et meurt la même année.

- **Ces procès sont l'occasion de faire témoigner des survivants, de briser le silence sur les « années noires »** et de condamner effectivement (mais symboliquement car ce ne sont que des hauts dignitaires qui sont traînés devant les tribunaux) des responsables de crimes contre l'humanité.

C. La lenteur à reconnaître la responsabilité de l'Etat

- **Le passé ambigu de Mitterrand explique qu'il n'ait pas cherché à faire avancer le dossier des mémoires** de la Seconde Guerre mondiale. En 1994, un journaliste du *Monde*, **Pierre Péan, publie *Une jeunesse française* qui révèle que Mitterrand a reçu la Francisque** (la Légion d'Honneur de Vichy), qu'il était un ami personnel de **René Bousquet** (chef de la police de Vichy) et qu'il **a fait fleurir la tombe du maréchal Pétain jusqu'à sa mort en 1996.**

- **En 1995, un véritable tournant est marqué avec le discours que prononce le président Chirac le 12 juillet pour la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv.** Dans ce discours resté célèbre, il **assume la responsabilité de l'Etat français dans les déportations** : les descendants des victimes du génocide juif **peuvent donc porter plainte et surtout demander réparation** (ceci concerne surtout la restitution des biens confisqués pendant la guerre). Les biens qui n'ont pas pu être restitués **servent aujourd'hui à financer le Mémorial de la Shoah** (Paris) qui perpétue le souvenir des victimes juives.

CONCLUSION

[Résumé] Les mémoires de la Seconde Guerre mondiale ont **oscillé entre l'oubli (jusqu'à la fin des années 1960) et la volonté – lente et douloureuse – de se souvenir à partir des années 1970.** Comme l'écrivait l'historien Jacques Ozouf en 1972 : « ce dont les Français auront été le plus continuellement reconnaissants à de Gaulle, c'est de leur avoir procuré les douceurs de l'amnésie ». La question du devoir de mémoire a véritablement émergé en 1995 avec le discours de Jacques Chirac.

[Réponse] **La lenteur du processus de construction d'un devoir de mémoires pour toutes les mémoires de la Seconde Guerre mondiale est sans doute lié aux acteurs de cette époque-là : ce devoir n'a finalement pu apparaître que lorsque les personnes ayant vécu, souffert ou agi pendant cette période sont décédées. Ceci a en partie dépassionné les débats et déresponsabilisé les individus concernés.**

[Ouverture] **Ceci dit, le devoir de mémoire pose aussi des problèmes pour les historiens : récemment, des lois mémorielles ont été votées (sur l'esclavage, sur le génocide arménien) et elle impose de tenir un discours officiel sur ces faits historiques. Serait-ce un retour en arrière sur d'autres questions ?**

http://juliendaget.perso.sfr.fr/Alain/0001_bac.html

http://langlois.blog.lemonde.fr/2012/06/20/sujets_2012/

<http://histoire-geo.ac-noumea.nc/spip.php?article431>

<http://mapage.noos.fr/jflecaillon/Pages/dissertation.htm>

https://www.youtube.com/watch?v=6TGLBemkyZs&list=PL5izOOZ0RHX3Pg6mt4dXwUlwbT_dztMc&index=2

http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=20&ved=0CGwQFJAJOAo&url=http%3A%2F%2Fjuliendaget.perso.sfr.fr%2FAlain%2F0011_memory.pdf&ei=z2hPVOLpB137aKa0gqgG&usq=AFQjCNfSxJrTb2dyQCQOWEPe8xedtJnQ&sig2=rPx_ObWlWlOI3znlCnq8-Zw&bvm=bv.77880786,d.d2s

Socialisme : Doctrine qui s'oppose au libéralisme économique et qui a pour projet de lutter contre les injustices sociales et de changer la société, soit par la voie révolutionnaire, soit par la voie des réformes. Le terme socialiste s'applique aux partis privilégiant cette deuxième voie après 1917.

Communisme : Idéologie politique créée par K. Marx et F. Engels désignant une société sans classe sociale, sans Etat, sans propriété privée. Le capitalisme étant voué à l'échec de par la lutte des classes qui le structure, Marx préconise une prise de pouvoir révolutionnaire des ouvriers afin d'établir une dictature temporaire ; à l'issue de ce processus une société communiste doit advenir.

Et
Lien ce qui demande d'étudier les trois mouvements en même temps :
Leurs évolutions mais aussi leurs liens et leurs oppositions

Syndicalisme : Organisation qui a pour but de défendre les droits d'une profession, d'un secteur d'activité à travers différents modes d'action (grèves, occupations d'usines, manifestations, soutien financier aux travailleurs,...)

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne de 1875 à 1933

En Allemagne : L'Empire Allemand est créé à la suite de la guerre franco-prusse, le 18 janvier 1871, fédérant, sous l'impulsion du Royaume de Prusse et d'Otto von Bismarck, d'autres Royaumes, principautés et villes libres (Bavière, Saxe,...)
L'empire est un régime autoritaire où le Reichstag a peu de pouvoir, et ce régime s'effondre lors de pressions révolutionnaires accompagnant la défaite en novembre 1918.
La République de Weimar tente de s'imposer de 1918 jusqu'à l'avènement d'Hitler en 1933. Cette république est notamment déstabilisée par la manque d'entente entre socialistes et communistes, ce qui ne permet pas une lutte efficace contre le nazisme

Problématique possible et plan :

Comment le mouvement ouvrier allemand a-t-il répondu aux enjeux politiques de 1875 à 1933 ?

- Le mouvement ouvrier se construit face à la rigueur de l'Empire Allemand de 1875 à 1918
- Il se divise dans la pratique du pouvoir lors de la République de Weimar
- Et vit dans la clandestinité face au IIIème Reich

De 1875 à 1933

Régimes politiques :

1870-1918 : Empire allemand

1918-1933 : République de Weimar

1933-1945 : IIIe Reich (Hitler au pouvoir)

Chronologie du socialisme, communisme et syndicalisme

1875 : unification de deux principaux mouvements socialistes d'Allemagne au congrès de Gotha , fondation du Parti Socialiste Allemand

1890 : départ du chancelier Bismarck

1891 : Congrès d'Erfurt et fondation du SPD

1892 : Création de la Commission générale des syndicats

1918 : naissance de la République de Weimar et Naissance du Parti communiste allemand (KPD)

1933 : Hitler interdit le SPD, le KPD et les syndicats.

Donc des périodes pour l'évolution

PROPOSITIONS DE CORRECTION

I. La construction du mouvement ouvrier allemand (1875- 1914).

La croissance industrielle aboutit à la formation d'une classe ouvrière et malgré l'opposition du régime, le mouvement ouvrier s'organise et devient un acteur important de la vie politique allemande à la veille de la Première Guerre mondiale.

A. Les débuts d'un mouvement ouvrier.

Sur le plan politique, le mouvement ouvrier s'organise à travers plusieurs partis politiques, héritiers des théories de Friedrich Engels et Karl Marx. Tout d'abord, Ferdinand Lassalle (1825-1864) fonde, en 1863, l'Association Générale des Travailleurs Allemands (ADAV - Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein). Ce parti rompt avec les thèses de Marx et Engels, en défendant l'idée d'une libération de la classe ouvrière par le suffrage universel et la conquête pacifique du pouvoir.

Plus tardivement, August Bebel et Wilhelm Liebknecht rejettent les idées de Lassalle et souhaitent appliquer le programme marxiste : conquête du pouvoir par la force et mutation révolutionnaire de la société. En 1869, ils fondent le Parti Social-Démocrate des Travailleurs (SDAP - Sozialdemokratische Arbeiterpartei). La division politique du mouvement ouvrier affaiblit son efficacité.

Aussi, sous l'influence de Liebknecht, les deux partis fusionnent, en 1875, lors du congrès de Gotha pour former le Parti Socialiste des Travailleurs (SAP – Sozialistische Arbeiterpartei). Son programme constitue une synthèse difficile des doctrines de l'ADAV et du SDAP : il prône la révolution mais renonce à l'expropriation des moyens de production du capital et accepte de participer à la vie politique, en demandant des réformes sociales. Ce compromis permet un rapide succès auprès des travailleurs malgré les critiques sévères venant des marxistes.

Dans le domaine du travail, les deux courants politiques tentent d'organiser des syndicats destinés à améliorer la vie des travailleurs. Par exemple, en 1868, l'ADAV fonde la Ligue des Syndicats Allemands (ADG - Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund).

Après 1875, des syndicats « libres », liés au SAP et dirigés par des membres du SAP, se développent par branche d'activités, en particulier dans la métallurgie, l'imprimerie et les mines. Là encore, l'idéologie des syndicats est révolutionnaire mais la pratique est réformiste : ces syndicats préfèrent la négociation avec le patronat et ne recourent à la grève qu'en dernier recours.

D'autres syndicats non socialistes sont fondés comme des syndicats chrétiens ou des syndicats libéraux. Mais, ces syndicats sont moins puissants que les syndicats socialistes.

C'est donc en Allemagne qu'est fondé le premier grand parti socialiste. Celui-ci cherche à faire la synthèse entre les courants révolutionnaire et réformiste du socialisme en s'accordant sur la nécessité de défendre les intérêts des travailleurs face à un régime politique autoritaire, l'empire.

B. L'opposition du pouvoir et la naissance de la social-démocratie.

Le chancelier Bismarck (1815-1898) qui gouverne l'empire allemand pour Guillaume Ier, puis son petit-fils Guillaume II, considère les socialistes comme des ennemis pour l'empire en raison de leur nombre croissant, de leur organisation mais aussi en raison de leur opposition à la guerre franco-prussienne de 1870-1871. Profitant de deux tentatives d'assassinat sur l'empereur, dont une par un ex-socialiste, le 21 octobre 1878, Bismarck met en place des lois « antisocialistes » pour « mener une guerre d'anéantissement au moyen de la loi, qui toucherait les associations, les rassemblements, la presse socialistes ainsi que la liberté de circulation de leurs membres ».

Par conséquent, le SAP est interdit et nombre de ses dirigeants sont contraints à l'exil. 1 300 publications sont interdites, 1 500 personnes condamnées.

Pour éviter d'éventuels conflits sociaux et pour juguler la crise boursière de 1873, Bismarck complète ces lois par la mise en place de réformes sociales afin de prouver aux travailleurs que l'Etat peut aussi bien les protéger que les partis et syndicats socialistes.

Sont alors mises en place une assurance-maladie en 1883, une assurance contre les accidents du travail en 1884, une assurance-vieillesse et une assurance contre l'invalidité en 1889. Pourtant, les socialistes, par l'intermédiaire de candidatures individuelles, réussissent à se faire élire dans les communes et au *Reichstag* en raison d'un profond enracinement dans la classe ouvrière. Lorsque, en 1890, Bismarck quitte le pouvoir, les lois antisocialistes sont retirées ; les partis et syndicats socialistes peuvent pleinement se développer.

En 1890, le SAP se réforme et prend le nom de Parti Social-Démocrate (SPD - *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*). L'année suivante, au congrès d'Erfurt en 1891, le SPD adopte un programme politique à connotation marxiste mais, autour d'Eduard Bernstein, se développe un courant proposant une révision du marxisme.

Une nouvelle fois, c'est une synthèse entre le marxisme et le réformisme qui guide l'action du SPD. La lutte des classes est mise de côté au profit de l'action démocratique qui doit permettre l'amélioration du quotidien des prolétaires grâce à des réformes, votées par une bourgeoisie soucieuse du peuple. La préparation de la révolution n'est pas abandonnée mais passe au second plan. Cette stratégie permet une progression des socialistes aux élections : en 1871 le SAP obtient 100 000 voix, en 1890 le SPD atteint 1,5 millions puis en 1912 4,2 millions, faisant du SPD le premier parti d'Allemagne. Ces progrès sont aussi dus à un élargissement de sa base aux intellectuels et aux salariés.

Sous l'influence du SPD, les syndicats se reconstruisent aussi avec la création, en 1892, de la Confédération Allemande des Syndicats (GGD - *Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*) rassemblant tous les syndicats socialistes. Elle dispose de 278 000 adhérents en 1892 et atteint 2,5 millions en 1913. La majorité des syndiqués appartiennent au SPD. Celui-ci soutient les grèves qui permettent d'obtenir d'importantes améliorations des conditions de travail (premières conventions collectives en 1902 ç-à-d accords négociés entre syndicat et patronat pour améliorer les conditions de travail, doublement du revenu des salariés entre 1899 et 1913, mouvement des mineurs de la Ruhr en 1905)

Dans un premier temps, le pouvoir a cherché à réduire l'influence socialiste en interdisant les organisations socialistes et en offrant lui-même des avancées sociales. Mais, le mouvement ouvrier se reconstitue très vite en raison d'un fort enracinement social.

C. Une contre-société ouvrière au bord de la division en 1914.

Autour du noyau parti SPD / confédération syndicale GGD, de nombreuses autres organisations gravitent permettant de développer un sentiment d'appartenance chez les travailleurs et de créer une « contre-société socialiste ». Tout d'abord, le « troisième pilier du gouvernement ouvrier » est formé par des coopératives de consommation qui permettent à leurs 1,3 millions de membres, en 1911, de s'approvisionner à moindre coût en dehors des circuits commerciaux classiques.

Il existe aussi des associations culturelles (bibliothèques, théâtre, chorale, orchestres) ou sportives, des écoles et des dispensaires tous financés par les cotisations des syndiqués. De nombreux salariés du SPD encadrent ces différentes structures. Enfin, une presse de masse se développe, en particulier le journal officiel du SPD (Vorwärts). La réussite du SPD constitue une référence pour les mouvements socialistes étrangers qui cherchent à en copier le fonctionnement.

Cependant, derrière cette unité, une division persiste entre les révisionnistes suivant les idées de Bernstein et qui deviennent dominants au sein du SPD et les révolutionnaires marxistes défendant les principes de départ du SPD. Le premier groupe pousse le SPD à adhérer à la Deuxième Internationale Socialiste

et à privilégier la négociation ainsi que la participation à la vie politique. Tandis que le second groupe rejette le parlementarisme, l'alliance avec les partis bourgeois et le nationalisme. Pour eux, seule la grève générale révolutionnaire peut répondre aux besoins des travailleurs. *Dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'Allemagne entre de plein pied dans la révolution industrielle, provoquant le développement d'une nouvelle classe ouvrière qui cherche à défendre ses intérêts en créant parti politique et syndicat. Malgré l'opposition du pouvoir, ce mouvement ouvrier devient de plus en plus puissant au point d'être la première force politique d'Allemagne en 1914. Cette puissance politique lui permet de développer une véritable société ouvrière. Cependant, des tensions fortes persistent dans ce mouvement, en particulier quant à la question de la guerre.*

II. Socialisme et communisme, de 1914 à 1933.

La Première Guerre mondiale va provoquer la séparation entre le SPD, qui soutient la guerre puis le régime de Weimar, et l'USPD, communiste, qui rejette l'une comme l'autre. La crise des années 30 puis la montée du nazisme vont accroître ces divisions.

A. Un socialisme divisé par la Première Guerre mondiale.

Les débuts de la Première Guerre mondiale vivent les tensions au sein du SPD. Dans un premier temps, le SPD appelle au pacifisme et menace d'une grève générale pour empêcher la guerre. Mais, par patriotisme, il renonce à la grève générale, demandée par l'Internationale ouvrière, et accepte de rejoindre l'Union sacrée (Burgfrieden) proposée par le kaiser Guillaume II. Le SPD soutient l'effort de guerre en espérant obtenir plus de droits pour les travailleurs après la victoire. S'il reste fidèle à l'Union sacrée, le SPD espère une paix honorable, sans annexion ni indemnités.

Cependant, une minorité au sein du SPD refuse l'Union sacrée au nom du marxisme internationaliste et pacifiste. Ils sont exclus du SPD, fin 1916, et parfois emprisonnés pour pacifisme. Menés par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, fils du fondateur du SPD, ces dissidents fondent la ligue spartakiste (Spartakusbund), en 1915, puis rejoignent le parti social-démocrate indépendant (USPD - Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands), fondé le 6 avril 1917, tout en conservant leurs propres orientations politiques.

La situation militaire désastreuse et la misère provoquent une vague insurrectionnelle qui débute, le 29 octobre 1918, par la mutinerie des marins de Kiel qui refusent de combattre la Royal Navy et arborent le drapeau rouge. Le 8 novembre 1918, le socialiste Eisner proclame la République socialiste de Bavière.

Enfin, alors que le kaiser Guillaume II abdique, à Berlin, le SPD proclame la République depuis le Reichstag tandis que l'USPD fait de même mais depuis l'Hôtel-de-Ville, le 9 novembre 1918.

Le SPD soutient l'effort de guerre tandis que l'USPD s'y oppose. En 1918, se pose la question du nouveau régime : dictature prolétarienne pour l'USPD ou démocratie parlementaire pour le SPD ?

B. Une République parlementaire dominée par le SPD.

Dans un premier temps, le SPD et l'USPD travaillent de concert pour établir une république parlementaire allant même jusqu'à s'allier avec les élites traditionnelles. Le gouvernement provisoire est dirigé par un membre du SPD, Friedrich Ebert, et composé à égalité de membres du SPD et de l'USPD. Le patronat obtient de la GGD la non participation à la révolution en échange d'importantes concessions patronales, en particulier la reconnaissance du syndicat comme représentant officiel des salariés ; ce sont les accords Stinnes-Legien du 15 novembre 1918.

Face à cette situation, les spartakistes fondent le Parti Communiste Allemand (KPD - Kommunistische Partei Deutschlands), le 30 décembre 1918, et soutiennent une agitation révolutionnaire de type bolchévique pour prendre le pouvoir. Finalement, le gouvernement social-démocrate décide d'écraser les spartakistes. C'est la « semaine sanglante », du 6 au 13 janvier 1919, pendant laquelle 1 200 personnes sont tuées dont les leaders du KPD, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Le 19 janvier 1919 est élue une assemblée constituante dominée par le SPD (37,9% des voix) et, le 11 février 1919, elle confie la présidence à Ebert. La nouvelle République mène une politique socialiste comme le montre la Constitution, adoptée le 31 juillet 1919, qui intègre le syndicalisme. La République de Weimar est dominée par une coalition de trois partis : centre catholique (Zentrum), libéral et social-démocrate du SPD. Il s'agit donc d'un régime de compromis dans lequel le SPD sert de parti pivot. Il lutte contre l'inflation et contre l'occupation militaire la Ruhr par la France (1923-1924). Surtout, le SPD obtient de nombreuses mesures en faveur des ouvriers : présence de conseils ouvriers dans les entreprises pour discuter des conditions de travail en 1820, augmentation du paiement des heures supplémentaires en 1926, création de l'assurance chômage en 1927, mais aussi l'obligation d'établir des conventions collectives, la journée de 8h, la construction de logements sociaux subventionnés pour les ouvriers... L'action du SPD est relayé par son syndicat, la Confédération Générale Syndicale Allemande (ADGB - *Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*), fondé le 5 juillet 1919, et qui rassemblera jusqu'à 8,5 millions d'adhérents en 1932. Devant les succès du SPD, l'USPD éclate entre le SPD et le KPD. Mais, la montée du chômage, à la fin des années 1920, affaiblit le régime et encourage sa contestation.

Malgré l'opposition du KPD, c'est une république parlementaire qui se met en place en 1919. Comment ce régime favorable aux ouvriers va-t-il survivre à la crise des années 30 ?

C. Le mouvement ouvrier face à la crise et à la montée du nazisme.

La République de Weimar est contestée, à sa droite, par les partis nationalistes (monarchiste et nazi) qui lui reprochent la signature du traité de Versailles par la thèse dite du coup de poignard dans le dos, et, à sa gauche, par le KPD critiquant la répression de 1919 et l'abandon de la stratégie révolutionnaire. Le KPD adopte le modèle communiste soviétique, défini par le Komintern ou Troisième Internationale. Il se structure en s'appuyant sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de cellules d'usine, d'associations culturelles et sportives, de troupes de théâtre prolétarien et même d'organisations paramilitaires (front rouge des combattants).

Ainsi, le KPD rassemble, en 1920, 300 000 adhérents qui peuvent être rapidement mobilisés pour mener une révolution. Le parti communiste organise aussi le Syndicat Révolutionnaire d'Opposition (RGO – Revolutionäre Gewerkschafts-Opposition) qui tente des grèves insurrectionnelles (Ruhr 1921, Saxe 1923), toutes écrasées par la République de Weimar. A partir de 1928, le Komintern fixe contre priorité au KPD la lutte contre le SPD, considéré comme un « parti bourgeois » et comme un « parti social fasciste ».

La crise des années 30 touche fortement l'Allemagne dont la production industrielle baisse de 19% et où le chômage touche 6 millions de travailleurs. Le SPD se trouve dans l'impossibilité d'honorer la nouvelle assurance-chômage créée en 1927. Les ouvriers sont particulièrement touchés par la dépression. Le SPD et ses alliés peinent à trouver des solutions à la crise économique et sociale : le blocage des salaires et des prix conduit à une explosion de l'inflation qui aggrave les conséquences de la crise. Les partis extrémistes, hostiles à la République, progressent tandis que les partis au pouvoir reculent. C'est particulièrement le parti nazi (NSDAP) qui bénéficie le plus de la crise (en 1930, 28 % de membres ouvriers adhérant normalement au SPD ou au KPD). Lors des élections de 1932, le NSDAP devient le premier parti au Reichstag avec 33% des voix contre 20,4% pour le SPD et 16,8% pour le KPD.

Les socialistes et communistes sont majoritaires mais leur division va permettre aux nazis de prendre le pouvoir. Malgré des combats de rue entre militants nazis et communistes, le KPD refuse de s'allier au SPD pour stopper la menace du parti d'Hitler car les communistes restent hostiles à la démocratie parlementaire et pensent que la violence nazie permettra la prise de pouvoir du prolétariat. La crise économique est pour eux le signe que le capitalisme est sur le point d'imploser et doit laisser la place selon leurs prévisions à une société communiste. SPD et KPD s'oppose quant à la politique à mener face à la crise et au nazisme, ce qui permet l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Comment celui-ci va-t-il traiter le mouvement ouvrier ?

D. Le mouvement ouvrier sous le nazisme.

Le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier avec la ferme volonté d'éliminer les partis socialistes, accusés de s'opposer à l'unité du peuple. L'incendie du Reichstag, dans la nuit du 27 au 28 février 1933, sert de prétexte à la mise en oeuvre de son programme. Les nazis dénoncent un complot communiste et procèdent à l'interdiction du KPD. De son côté, le SPD, pourtant conciliant dans un premier temps avec le nouveau pouvoir, est à son tour interdit, le 22 juin 1933, pour avoir refusé de voter les pleins pouvoirs à Hitler. Les principaux dirigeants socialistes et communistes sont assassinés, internés dans les premiers camps de concentration (Dachau) ou contraints à l'exil. 50% des dirigeants communistes auraient été assassinés en octobre 1935 selon Alfred Wahl.

Le mouvement ouvrier est intégré dans l'ordre nazi avec la dissolution des syndicats et leur remplacement par une organisation de type corporatiste, le Front Allemand du Travail (Deutsche Arbeitsfront), regroupant patronat et ouvrier. En janvier 1934, la grève est interdite.

Les conflits dans les entreprises sont réglés par des militants nazis, élus par les ouvriers sur une liste dressée par le patron.

Les socialistes et communistes tentent de lutter contre le nazisme dans la clandestinité notamment via la diffusion de tracts et journaux, activités extrêmement risquées. (70 % des tracts interceptés en Allemagne par la Gestapo issus de ces deux partis). En Allemagne, la résistance se limite à des actes de résistance limités et les groupes d'opposition sont tous démantelés par la Gestapo, de 1933 à 1936. A l'étranger, le SPD, depuis Londres, et le KPD, depuis Moscou, tentent de maintenir une existence. Cependant, aucun rapprochement n'a lieu entre les deux partis, en dépit du revirement du Komintern en faveur des Fronts Populaires en 1934.

www.lyc-st-saens-deuil.ac-versailles.fr

<http://lycee-louis-payen.ac-reunion.fr/socialisme-et-mouvement-ouvrier-en-allemand-depuis-1875>

<http://mpaulic.blogspot.fr/2014/10/terminales-histoire-socialisme-plan.html>

OU

Comment le mouvement ouvrier allemand a-t-il répondu aux enjeux politiques de 1875 à 1933 ?

- Le mouvement ouvrier se construit face à la rigueur de l'Empire Allemand de 1875 à 1918
la naissance du mouvement ouvrier dans une Allemagne jeune et impériale
les oppositions au mouvement et la concrétisation des revendications
la naissance de la sociale démocratie
- Il se divise dans la pratique du pouvoir lors de la République de Weimar
socialisme communisme et syndicalisme face à la 1ère Guerre Mondiale: des divisions profondes
la victoire du SPD et la République de Weimar pouvoir et enjeu
- Et vit dans la clandestinité face au IIIème Reich
le mouvement ouvrier face à la montée du nazisme
l'entrée dans la clandestinité pour lutter contre le totalitarisme

I) Le mouvement ouvrier et l'essor du socialisme (1875-1933)

Avec l'industrialisation, le mouvement ouvrier se développe rapidement. Le socialisme, opposé au libéralisme, s'affirme conjointement et influence le combat syndical.

A) La poussée syndicaliste et socialiste sous l'empire allemand (1875-1914)

- 1871 --> syndicats se forment. Liens avec les partis socialistes naissants.
- 1875 --> Congrès de Gotha. Les deux partis socialistes allemands s'unissent et forment le SPD en 1891. Programme = majorité réformiste qui veut une politique légale. S'oppose à une minorité révolutionnaire qui veut le marxisme.
- SPD = grand succès. Soutenu par les syndicats, constitués en puissante confédération dès 1892.
- Le pouvoir impérial adopte es mesures sociales audacieuses après 1890. Veut réprimer l'action socialiste et syndicale. Politique sociale renforcée jusqu'en 1914.
 - > la classe ouvrière allemande, active et disciplinée, connaît une amélioration nette de sa condition.
- 1912 = le SPD devient le 1er parti de l'assemblée (Reichtag) tandis que les syndicats se développent et s'organisent.
 - > grâce à leur puissance ainsi qu'aux adhérents, ils pèsent fortement sur le mouvement ouvrier international.
- La social-démocratie s'affaiblit sur le plan idéologique: avant a première Guerre Mondiale, les dirigeants sont es administrateurs réalistes.
- Ils abandonnent l'objectif révolutionnaire pour défendre l'application de réformes progressives, notamment par l'action parlementaire, dans le but d'établir peu à peu le socialisme.

B) Le rôle des syndicats et des partis de gauche (1918-1933)

- 1918 --> contexte révolutionnaire qui conduit à la scission du mouvement ouvrier.
- Spartakistes opposés au SPD. Ils veulent aboutir à la dictature du prolétariat.
- 1919 = devient le parti communiste allemand (KPD) --> parti révolutionnaire qui refuse de participer aux élections.
- Les socialistes répriment ces manifestations en écrasant la tentative de révolution de type soviétique.
 - > troubles venus du monde ouvrier (grèves) et du parti communiste perdurent.
- Le régime républicain inscrit le droit syndical dans la nouvelle constitution (dite de "weimar"), et les socialistes poussent à la mise en oeuvre de grandes réformes sociales.
- Arrivée d'Hitler au pouvoir ----> 1933 conduit à la disparition des partis, syndicats et groupements.

Sujet 2B : Une analyse de documents :

Réalisez une analyse de documents qui réponde à la question posée

Après avoir analysé les deux documents

Présentation des documents les 2 ensembles auteurs, sources, dates, sujets...)

Analyse : 3 temps : lecture avec un crayon pour indiquer les points importants ; ce que dit le document ; comment les connaissances éclairent le document

Montrez

Argumentation de la problématique posée

Deux ou trois idées majeures qui répondent à la question : les documents sont à la source de ces idées et sont issues d'une réflexion sur le document

Comment

De quelle manière ?

Formes de ces clés de lectures

Points sur lesquels elles s'appuient

Éléments majeurs des documents qui permettent d'argumenter

Après avoir analysé les deux documents, montrez comment les différentes clés de lecture proposées montrent la complexité du monde et quelles en sont les limites ?

les différentes clés de lecture proposées

ici les documents proposent des clés de lecture : géopolitique et géoenvironnementale pour le premier, géoculturelle pour le second.
Donc voir les liens entre ces clés

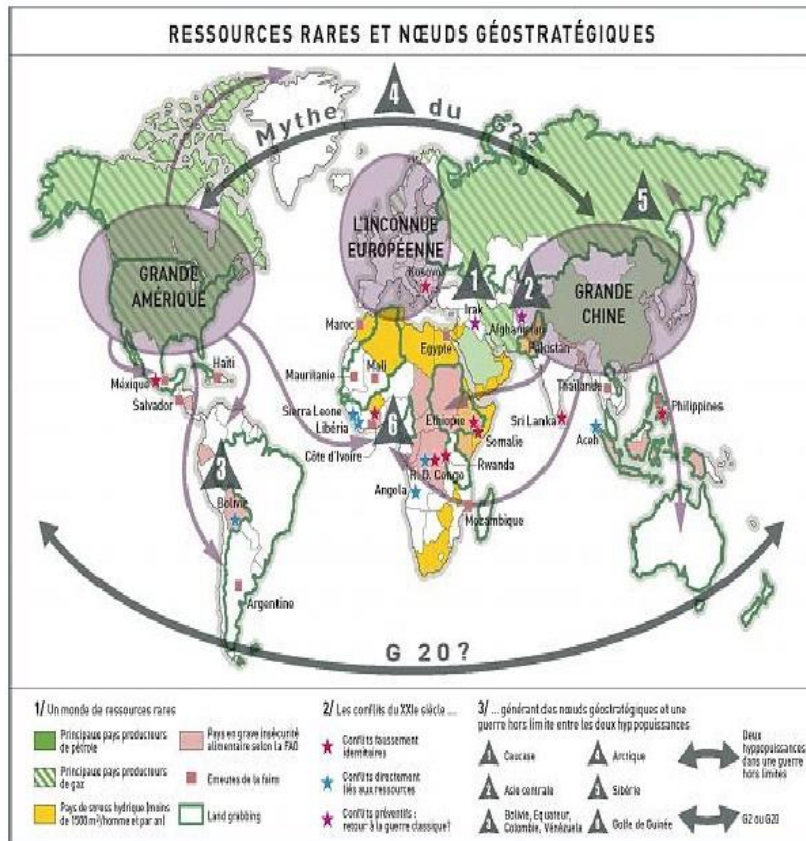
montrent la complexité du monde

voir ce qui montrent les hiérarchies, les liens, les contrastes, les tentatives d'unification, les conflits
voir ce qui motivent cette organisation
utiliser ce que les documents montrent, les confronter et éclairer par ses connaissances

quelles en sont les limites ?

les limites de ces approches : incomplètes, tronquées,....
Les limites de la complexité
Les limites des documents : ce qui n'apparaît pas et qui aurait pu transformer l'analyse

Document 1



Des richesses naturelles : mal partagées à l'origine de contrastes géo économiques et géoenvironnementaux donc une inégalité mondiale qui créent des hiérarchies

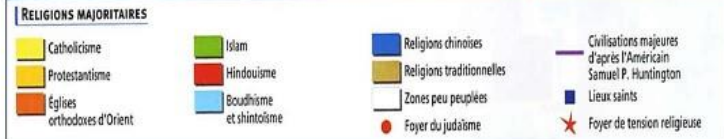
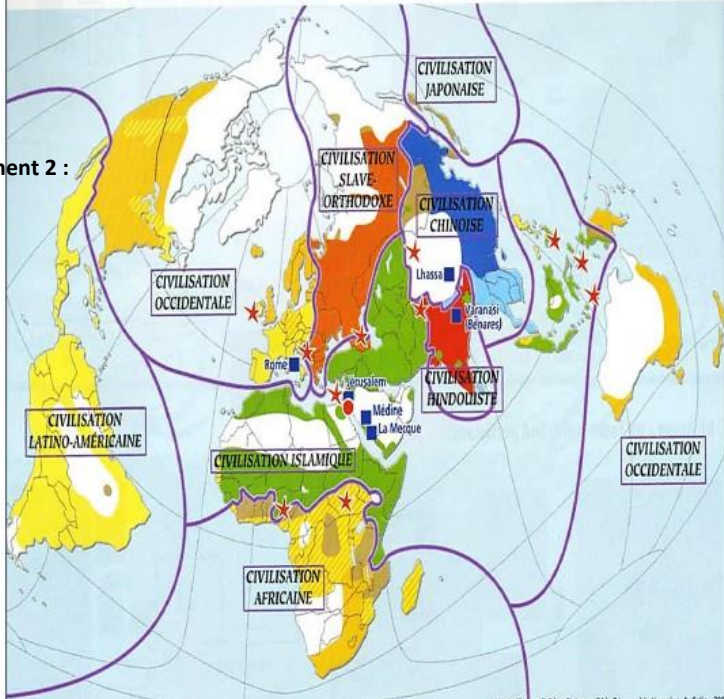
Des conflits nombreux liés à cette inégalité qui impactent l'organisation géopolitique du monde mais qui montrent le rôle majeur des hyperpuissances

Des tentatives de contrôle du monde G20

Des lieux stratégiques qui sont devenus des enjeux mondiaux : delta, détroits, canaux, isthme....

<http://espacepolitique.revues.org/1796>

La mosaïque des civilisations



Document 2 :

Complexité du monde : des grandes aires de civilisation autour des religions, des cultures et des langues : emboîtement mais aussi séparation

Définir civilisation occidentale

Civilisation islamique, africaine, hindouiste, chinoise, slave orthodoxe, latino-américaine : Quels critères ? Quelles bases ? Quelles représentations ?

Des thèses variées sur cette carte des civilisations

Huntington pour envisager l'avenir

Des lieux d'uniformité et des lieux de diversité et de tensions

Pourquoi le choix des villes représentées ?

Quels conflits ?

Donc analyse en plusieurs points :

Présentation des documents : montrez le contexte géographique et les 2 clés de lectures, indiquez l'échelle

Trois points d'étude :

- **un monde de contrastes:**

ici contrastes de richesses économiques et naturelles et donc ces contrastes entraînent le développement d'un monde inégal: divisé en grands groupes selon leurs places respectives dans la géoéconomie mondiale: PI, BRICK, PED, PMA

mais aussi des contrastes culturels: religions et civilisations qui déterminent des "aires de civilisation" qui organisent le monde et qui accentuent les hiérarchies avec des hyperpuissances qui ont plus que le pouvoir politique et économique ou militaire (domination de la culture)

- **Des points de tensions et de conflits**

les zones de passage cf 1er document des noeuds stratégiques, des lieux de pouvoir (zones maritimes et minières)

des points de conflits: les limites des civilisations, les lieux de confrontation des intérêts (Irak, golfe...)

des menaces internes: émeutes de la faim, guerres religieuses et ethniques mais aussi conflits sociaux qui n'apparaissent pas dans les documents

- **Des tentatives de gouvernance**

une tendance à l'uniformisation et une pensée qui redéfinit les limites (Huntington)

une volonté de changer d'échelle de gouvernance: G8, G20

perte du rôle des états